

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 30 janvier 2017

Un ravalement de façade et ça repart ?

Valls, défait aux primaires socialistes, est obligé de ravalier son arrogance. La veste électorale d'un ex-Premier ministre qui a imposé tant de mauvais coups contre le monde du travail, à commencer par la loi El Khomri, est amplement méritée, et c'est probablement ce qu'ont voulu dire ceux qui se sont déplacés dimanche dernier pour le battre. Mais le PS, en choisissant Hamon comme candidat, va-t-il réussir à faire oublier que celui-ci a participé à ce gouvernement pendant deux ans ? Rien n'est moins sûr.

Du neuf avec du vieux

Hamon se présente, sans rire, comme le candidat du renouveau. Cela fait 30 ans qu'il fait sa carrière politique au PS. Il a tout accepté et défendu, y compris les 40 milliards d'euros annuels offerts sous différentes formes au patronat, sous prétexte de compétitivité. Hamon reproche à Hollande et Valls de ne pas avoir respecté leurs promesses électorales. Lui-même n'a pas tenu plus que les autres la promesse de 60 000 créations de postes dans l'Éducation nationale quand il était en charge de ce ministère. Croit-il qu'on va oublier tout cela avec un peu de poudre de perlimpinpin sur le « revenu universel » ?

Pour un revenu universel... mais à 5 000 euros mensuels pour tous !

D'ailleurs, qu'y a-t-il derrière cette proposition défendue par Hamon ? Une idée qui consisterait à allouer à chacun une somme fixe, indépendamment de ses autres revenus ou de tout critère social.

Cette idée est aussi défendue par certains à droite. Fillon a même commencé à l'appliquer à sa propre épouse, payée 5 000 euros à ne rien faire !

Reste que derrière cette proposition certains voient l'occasion d'en finir avec toutes les prestations sociales et de baisser les salaires.

Surtout, Hamon ne défend rien d'autre que la résignation face au chômage de masse. Les travailleurs n'ont pas besoin de l'aumône de l'État, ils ont besoin qu'on mette un coup d'arrêt aux licenciements et aux suppressions de postes, et qu'on partage le travail entre tous. Ce qui signifierait se mobiliser pour l'imposer au patronat. Hamon se prépare-t-il à un tel rapport de force ? Certainement pas.

Le groupe Vivarte vient d'annoncer un plan de 2 000 licenciements. Que propose Hamon aux

licenciés ? Toucher le maigre « revenu universel » de 750 euros... à la fin de son mandat, s'il est élu ?

L'organisation sociale capitaliste est bel est bien absurde : d'un côté, ceux qui ont un emploi doivent travailler de plus en plus longtemps ; de l'autre, des millions d'entre nous sont privés d'emplois et vivent avec leurs allocations. Il faut baisser le temps de travail sans perte de salaire jusqu'à résorption totale du chômage.

Non à la résignation

Hamon n'est pas le seul à prêcher la résignation aux travailleurs. Le Pen nous veut résignés à voir le patronat faire sa loi et occupés à nous diviser entre nous. Fillon et Macron nous veulent résignés à voir les quelques limitations légales à l'exploitation disparaître. Mélenchon veut nous voir rester sagement à notre place d'électeurs, en nous contentant de l'envoyer croiser le fer nationaliste à Bruxelles. Une politique déjà testée en Grèce par son ami Tsipras : aujourd'hui, c'est ce dernier qui met en place les plans d'austérité.

Seule l'extrême gauche révolutionnaire, représentée par Nathalie Arthaud et Philippe Poutou, dit qu'il faut relever la tête. Ils défendent des mesures essentielles au monde du travail : interdiction des licenciements, partage du travail entre tous sans diminution de salaire, augmentation du Smic à 1 700 euros net et de tous les salaires d'au moins 300 euros.

C'est ce que Philippe Poutou, candidat du Nouveau parti anticapitaliste, ouvrier de l'automobile chez Ford, défend lors de la campagne. Il ne s'amuse pas au jeu des promesses électorales et dit clairement que tout cela ne peut être obtenu que par un mouvement d'ensemble du monde du travail.

Accident de trajet

Lundi matin, un carambolage sur l'A13 a impliqué 2 cars de transport PSA. Sur le site, nous sommes tous émus et souhaitons que nos collègues se rétablissent totalement.

La direction a été très rapide pour s'assurer que la production ne soit pas perturbée. Espérons qu'elle le sera tout autant pour aider nos collègues blessés et respecter leurs droits d'accidentés du travail.

En 2 jours : une victoire contre la modulation

Au dernier CE, la direction a encore rajouté des séances obligatoires, certaines gratuites : chaque équipe en fait une en mars et encore une ou deux en avril. Il y a 2 semaines, les salariés de Geodis au B1 ont fait une grève de 2 jours. Ils ont obtenu des primes et notamment le volontariat des samedis supplémentaires au bout de 3 samedis obligatoires.

Sur notre propre site, des ouvriers ont gagné sur des revendications qui sont exactement et quotidiennement les nôtres. Preuve que quand on se bat, on peut gagner.

Full-Metal-Kitting

La direction met en place le full-kitting au B2 pour les secteurs MV2 et MV3. La direction et sa médecine du travail promettaient une amélioration des postes et des conditions de travail. Résultat : les collègues sont transformés en robots ou en manipulateurs, avec marche à pied augmentée et risques accrus de troubles musculo-squelettiques, et tout ça sans parler de leurs sonneries d'alerte qui nous explosent les oreilles.

Et ce n'est qu'un avant-goût : la mise en place du kitting n'est pas encore finalisée, la C3 sera terminée fin février, on prendra alors toute la mesure des attaques de la direction. Si on la laisse faire.

La politique de l'autruche

Au Montage, B2, MV4, il y a tous les deux jours en moyenne des fuites d'alimentation de gasoil en fin de chaîne. Elle est donc obligée de faire mettre du sable pour colmater, mais le gasoil imbibe et **pénètre la chaîne**. Les effluves sont la cause d'odeurs insoutenables et de maux de tête.

Pourtant, la direction organise des réunions pour mettre au point la production juste à côté de MV4, en s'isolant avec des bâches comme si de rien n'était. La prochaine fois on pourrait aller les chercher et leur mettre directement le nez dans leur m...

Ça New GAVe grave !

La direction prévoit ce qu'elle appelle un « New GAV » au Montage B2. Elle explique : « vous ne serez plus ici, mais vous ne serez pas là non plus... » On sera où alors ??? Ça préfigure le « New Poissy ». Dans la confusion du compactage, une chose est claire : tous les postes sont menacés.

Patinage artistique

Vendredi dernier, au parking des bus côté Poissy pour l'équipe 12, ça avait gelé toute la nuit. À la sortie des cars, plusieurs d'entre nous se sont cassé la figure. La direction n'avait pas fait saler au bon endroit. C'est sûr qu'avec la disparition progressive du service maintenance des infrastructures, les moyens d'intervenir sont plus faibles.

La voix de son maître

Certains nous croient riches ! Rendez-vous compte, des tracts sur papier glacé expliquent aux ouvriers qu'ils n'ont rien compris : que notre pouvoir d'achat aurait augmenté de 18,1 % en 14 ans par rapport à l'inflation ! On serait bien les seuls en France ! Alors pourquoi revendiquer plus que 20 à 35 € par mois ? Et pourquoi même réclamer tout ça ?

Certains vivent sur une autre planète, et n'ont visiblement pas de problème de salaire. Nous si. Ce qu'il faut revendiquer c'est une augmentation minimum de 300 € nets par mois !

Imagine ton propre salaire multiplié par 4 !

À PSA c'est possible ! En 2013, le PDG Varin gagnait 3 570 € par jour (week-end et fériés compris), en 2014 Tavares touchait 7 530 € par jour, en 2015 c'est 14 370 €. En 3 ans le salaire du PDG a été multiplié par 4. Nous, les ouvriers, nous n'avons eu que 8 € d'augmentation générale mensuelle en 4 ans. Eux se gavent, nous on en bave. Mobilisons-nous pour imposer une vraie augmentation de salaires.

Discriminer les unes pour mieux nous exploiter tous

Selon la CGT, les indicateurs de la direction montrent qu'à PSA les femmes ont les plus bas salaires pour toutes les catégories sociales professionnelles, de l'ouvrier au cadre supérieur. Selon les chiffres de 2015, à PSA, quel que soit leur coefficient, les femmes gagnent en moyenne 139,95 € de moins que les hommes. On se demande pourquoi !

Menaces de fermeture du site PSA de La Garenne

Jeudi dernier les salariés de PSA La Garenne ont appris la fermeture de leur site. Le projet : les 2 100 salariés de La Garenne vont devoir migrer sur les sites de PSA Carrières et du Pôle Tertiaire de Poissy.

Connaissant les lieux et le manque de place, on voit mal comment. Mais on sait pourquoi : compacter les effectifs et les coûts en supprimant ou en soustrayant un maximum de postes. La famille Peugeot, propriétaire du terrain, se fiche bien des conditions de travail revues à la baisse, des postes supprimés, des temps de trajet doublés, des déménagements forcés. Du haut de sa montagne suisse de milliardaire, tout paraît moins compliqué pour elle.

Une chose est certaine et PSA nous y pousse : pour se faire de la place, il faudra se serrer les coudes et contre-attaquer.